

MAIRIE DE COLMAR
Direction de l'Urbanisme
Service Application du Droit des Sols
NK

VILLE DE COLMAR
ARRÊTÉ N° 351 /2025
AUTORISATION DE TRAVAUX

| | | |
|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Demande déposée le 19 février 2025 | | N° AT 068 066 25 00030 |
| Par : | RECTORAT DE L'ACADEMIE DE STRASBOURG ETAT MEN ET MESRI | |
| Représenté(e) par : | Monsieur FRANCOIS BOHN | |
| Demeurant : | 6, RUE DE LA TOUSSAINT 67000 STRASBOURG | |
| Sur un terrain sis : | 12, RUE MESSIMY 66 WB 2 | |
| Nature des Travaux : | IMPLANTATION DE SERVICES ACADEMIQUES ECOLE INCLUSIVE DANS LES LOCAUX DE L'INSPE | |

Le Maire de la Ville de Colmar, Haut-Rhin
Au nom de l'Etat

VU la demande d'autorisation présentée le 19 février 2025 par le RECTORAT DE L'ACADEMIE DE STRASBOURG / ETAT MEN ET MESRI,

VU l'objet de la demande :

- pour l'implantation des services académiques - école inclusive dans les locaux de l'INSPE ;
- sur un terrain situé 12, RUE MESSIMY ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L122-2 et suivants, R122-5 et suivants, R143-1 et suivants et R162-8 et suivants,

VU l'avis favorable avec prescriptions du Service Territorial d'Incendie et de Secours - Groupement Prévention des Risques Incendie en date du 20/03/2025,

VU l'avis favorable avec prescriptions de la Commission Communale d'Accessibilité en date du 26/02/2025,

Arrêté :

Article 1 : Les travaux décrits dans la demande d'autorisation de travaux susvisée peuvent être entrepris sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article suivant.

Article 2 : Les prescriptions ci-annexées émises par les services consultés seront à respecter impérativement.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur l'obligation de respecter les dispositions de l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses concernant l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels.

copie à :
SIS
CCS

COLMAR, le 08 AVR. 2025

Pour le Maire



Odile UHLRICH-MALLET

Première Adjointe au Maire

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant sa notification, devant le Tribunal Administratif de Strasbourg. Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public sont informés qu'ils ont la possibilité de déposer leur recours par voie électronique, via l'application dénommée « Télérecours citoyens » (<https://www.telerecours.fr/>)

DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

**REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN
VILLE DE COLMAR**

COMMISSION CONSULTATIVE COMMUNALE D'ACCESSIBILITE

Réunie en séance du 26 février 2025

| | | |
|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Numéro de dossier : | AT 068 066 25 00030 | |
| Date de dépôt : | 19/02/2025 | |
| Adresse des travaux : | 12, rue Messimy | |
| Objet : | Implantation de services académiques école inclusive dans les locaux de l'INSPE | |
| Requérant : | ETAT MEN ET MESRI | |
| Classement : | Type : | Catégorie : |

Textes de référence :

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.
- Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur.
- Arrêté du 1^{er} août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.
- Arrêté du 9 mai 2007 relatif à l'application de l'article R. 111-19 du code de la construction et de l'habitation.
- Arrêté du 11 septembre 2007 relatif au dossier permettant de vérifier la conformité de travaux de construction, d'aménagement ou de modification d'un établissement recevant du public avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées.
- Arrêté du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté du 1^{er} août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.
- Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situé dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.
- Circulaire interministérielle n° 2007-53 DGUHC du 30 novembre 2007 relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation.
- Circulaire du 20 avril 2009 relative à l'accessibilité des bâtiments d'habitation collectifs existants, et des établissements recevant du public et installations ouvertes au public existants, modifiant la circulaire interministérielle DGUHC n 2007-53 du 30 novembre 2007.
- Arrêté 15 décembre 2022 du Préfet du Haut-Rhin, portant renouvellement des Commissions Communales de Colmar, Mulhouse et Saint-Louis pour l'accessibilité des personnes handicapées.

AVIS

Après examen du dossier et lecture des plans,
la Commission Communale d'Accessibilité émet un avis **FAVORABLE**
assorti de la prescription suivante :

- Les travaux devront être conformes aux plans et à la notice d'accessibilité joints au dossier.

Pour le Maire
Le Président de la
Commission Communale d'Accessibilité

Christian MEISTERMANN
Adjoint au Maire



Rappel :

Un registre public d'accessibilité doit être établi et mis à jour régulièrement afin de communiquer sur le niveau d'accessibilité des prestations de l'établissement. Il doit pouvoir être consulté sur place, au principal point d'accueil accessible de l'établissement, ou sur internet en amont d'un déplacement.

Fonds territorial d'accessibilité :

Pour accélérer la mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public (ERP), le ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique lance un fonds ayant vocation à accompagner financièrement les ERP dans leurs équipements et la réalisation de travaux. Du 2 novembre 2023 au 31 décembre 2028, le Fonds territorial d'accessibilité (FTA) permettra à l'État de subventionner à hauteur de 50 % les dépenses de travaux et d'équipements de mise en conformité des ERP. Le FTA bénéficie d'une dotation totale de 300 millions d'euros.

Pour plus d'information : <https://www.asp-public.fr/aides/fonds-territorial-accessibilite>

La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) ainsi que la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) peuvent vous accompagner dans vos démarches.

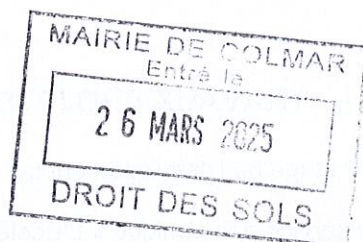
Acceslibre – La plateforme collaborative de l'accessibilité : <https://acceslibre.beta.gouv.fr>

Toutes les informations sur l'accessibilité des lieux ouverts au public.



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CABINET DU PREFET
SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE
DE SECURITE ERP/IGH
Secrétariat : service d'incendie et de secours du Haut-Rhin

SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS
SOUS-DIRECTION DE LA DOCTRINE ET DU
POTENTIEL OPERATIONNELS
GROUPEMENT PREVENTION DES RISQUES INCENDIE
Service ERP Nord (288)
Tél. : 03 89 30 19 07 / prevention.nord@sdis68.fr
Dossier suivi par : Lieutenant J. BONHOMME

PROCES VERBAL n°SCE2500605 en date du 20 mars 2025

ETUDE D'UN DOSSIER

Référence du dossier : **AT 066 25 00030** reçu le : 25/02/2025
Nom du demandeur : ETAT MEN ET MESRI Rectorat de l'Académie de Strasbourg
Service instructeur : MAIRIE

NOM OU RAISON SOCIALE

INSPE - AILE JOFFRE

Code ERP : 066E0636-0001

DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT

Adresse : 12 RUE MESSIMY
Code postal / commune : 68021 COLMAR

Ancien classement :

Effectif :

- Public : 243 personnes
- Personnel : 39 personnes
- Total : 282 personnes

Types : « R, W et S »

Catégorie : 4^{ème}

Nouveau classement :

Effectif :

- Public : 246 personnes
- Personnel : 39 personnes
- Total : 285 personnes

Types : « R, W et S »

Catégorie : 4^{ème}

Nature de l'activité :

Centre de formation professionnelle

I. TRAVAUX PROJETES

Le projet porte sur l'aménagement du 2^{ème} étage de l'établissement qui est inexploité et non-accessible au public et qui comprend 22 bureaux vides.

Les travaux consistent à l'implantation du service académique « L'Ecole Inclusive » de la DSDEN 68.

La modification de l'effectif de l'établissement est due à la prise en compte de la nouvelle déclaration de l'exploitant.

II. HISTORIQUE DE L'ETABLISSEMENT

▪ Visites :

| Date : | Commission | Type de visite : | Avis : |
|------------|------------|--------------------|-----------|
| 03/12/1984 | CCC | Visite de contrôle | |
| 31/01/2024 | CCC | Visite périodique | Favorable |

Liste non exhaustive

▪ Etudes :

| Date : | Etude par la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH / par le SIS du Haut-Rhin | Avis : | Réceptionné : |
|------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|---------------------------|
| 15/09/1998 | DT 066 98 R0285 : enclouement et désenfumage de la cage d'escalier Est (1 ^{ère} tranche de mise en conformité) | Favorable | 25/04/2000 |
| 09/08/2018 | AT 066 18 R0144 : création d'un pôle de formation bilinguisme | Favorable | 26/08/2020 |
| 17/12/2020 | AT 066 20 R0118 : réalisation de la prescription n°1 émise par la Commission Communale de Sécurité de Colmar lors de la visite de réception en date du 26 août 2020 Une demande d'avis en référence à l'article CO 46 §2 relative au verrouillage des issues de secours | Favorable | Non-demandé 26/08/2020 |
| 20/03/2025 | AT 066 25 00030 : aménagement du 2 ^{ème} étage pour l'implantation du service académique « L'Ecole Inclusive » de la DSDEN 68. | Favorable | |

Liste non exhaustive

▪ Demandes de dérogation accordées : Néant.

▪ Demandes d'avis acceptées :

| | |
|------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date : | 17/12/2020 |
| Article : | Article CO 46 §2 |
| Disposition obligatoire | L'article CO 46 §2 précise : « Le verrouillage des portes de sorties de secours peut être autorisé après avis de la commission de sécurité ... ». L'exploitant souhaite doter d'un verrouillage électromagnétique et ainsi maîtriser les points de sorties suivants : <ul style="list-style-type: none">- les deux portes du rez-de-chaussée au niveau de l'espace documentation et consultation,- la porte d'accès aux cages d'escalier au rez-de-chaussée,- les portes d'accès aux circulations à chaque niveau. |
| Mesures compensatoires proposées : | La présence d'un déclencheur manuel à fonction d'interrupteur de déverrouillage (boîtier vert) à proximité immédiate des issues de secours verrouillées et l'ouverture automatique sans temporisation, en cas de détection automatique d'incendie ou d'action sur un déclencheur manuel, sont de nature à ne pas gêner ou retarder l'évacuation du public. |

III. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

■ Description des niveaux et des locaux :

L'INSPE Colmar regroupe un ensemble de bâtiments accueillant notamment un pôle pédagogique ainsi que des services administratifs et financiers.

L'établissement, établi dans un bâtiment de 5 niveaux (R-1+2+combles), comprend :

Combles : Inaccessibles au public et vides,

2^{ème} étage :

- une salle de réunion de 26 m² (l'exploitant indique un effectif de 8 personnes max),
- un secrétariat,
- 10 bureaux,
- une tisanerie,
- un local ménage,
- un local archives,
- un local de stockage (existant),
- une salle de travail (existant),
- des sanitaires.

1^{er} étage :

- 2 salles d'enseignement,
- un bureau de 19 m²,
- une salle monographies de 88 m²,
- une salle de classe,
- un local de détente de 6 m²,

Rez-de-chaussée :

- un espace de documentation jeunesse de 76 m²,
- un espace places de consultation de 152 m²,
- un espace d'accueil de 34 m²,
- un bureau de 20 m²,
- une salle de travail de 18 m²,
- un local magasin de 11 m²,
- un local de reprographie de 5 m²,
- un local informatique de 6 m²,
- un local ménage de 3 m²,
- des sanitaires.

Sous-sol :

- Inaccessible au public
- locaux techniques,
- local sous-station

■ Détermination des effectifs :

| Niveaux / Locaux | Surface en m ² / ml | Base de calcul | Public | Personnel |
|----------------------------------------|-----------------------------------|----------------|---------------|-----------|
| 2 ^{ème} étage | | | | |
| Bureaux | 271 | déclaration | 10 pers | 23 pers |
| 1 ^{er} étage | | | | |
| Salle de monographies | 88 | déclaration | 30 pers | 2 pers |
| Salles de travail / salle de classe | 60 | | 88 pers | 2 pers |
| Bureaux | 135 | | 24 pers | 3 pers |
| Rez-de-chaussée | | | | |
| Consultation et documentation jeunesse | 229 | déclaration | 77 pers | 2 pers |
| Accueil | 73 | | 5 pers | 2 pers |
| Salles de travail | 18 | | 12 pers | / |
| Bureaux | 20 | | / | 5 pers |
| TOTAL : | | | 246 pers | 39 pers |
| TOTAL ETABLISSEMENT : | | | 285 personnes | |

▪ **Implantation : desserte, façades accessibles, isolement par rapport aux tiers :**

Desserte et façades accessibles :

- L'entrée principale du site est accessible par l'intermédiaire de la rue Messimy.
- L'établissement possède une façade accessible qui se situe sur l'avenue JOFFRE (accès sapeurs-pompiers).
- Le plancher bas du niveau le plus haut accessible au public se situe à une hauteur de 5,90 mètres par rapport au niveau d'accès des véhicules de secours.
- 2 baies accessibles aux services de secours seront situées dans le bureau « pôle pédagogique n°2 » et dans le bureau « IEN ».

▪ **Construction : résistance au feu, couvertures, façades, distribution intérieure, aménagements, locaux à risques :**

Stabilité au feu des éléments porteurs et autoporteurs :

- L'établissement présente une stabilité au feu de degré ½ heure avec des planchers coupe-feu de degré ½ heure.

Distribution intérieure :

- Cloisonnement traditionnel.
- Les locaux suivants considérés comme locaux à risques moyens seront isolés par des parois verticales et des planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure ainsi que des portes coupe-feu de degré ½ heure munies de ferme-portes :

2^{ème} étage :

- Local ménage,
- Local archives,
- Local reprographie,
- Local de stockage.

Rez-de-chaussée :

- Local stockage,
- Local informatique,
- Local magasin,
- Local reprographie.

Sous-sol :

- Local sous-station.

Aménagements intérieurs :

▪ **Dégagements : conception, sorties, répartition :**

| Niveaux - Locaux | Effectifs | Dégagements exigés | Dégagements réalisés |
|-----------------------------------------|-----------------|------------------------------|----------------------------|
| 2^{ème} étage | | | |
| Bureaux | 33 pers | 1 esc. de 1 UP | 2 esc. de 2 UP |
| 1^{er} étage | | | |
| Salle de monographies | 149 pers | 2 dgt totalisant 3 UP | 2 esc. de 2 UP |
| Salles de travail / salle de classe | | | |
| Bureaux | | | |
| Ensemble du 1^{er} étage | 182 pers | 2 dgt totalisant 3 UP | 2 esc. de 2 UP |
| Rez-de-chaussée | | | |
| Consultation et documentation jeunesse | 103 pers | 2 dgt totalisant 3 UP | 2 dgt totalisant 4 UP |
| Accueil | | | |
| Salle de travail | | | |
| Bureaux | | | |
| Total établissement | 285 pers | 2 S totalisant 4 UP | 2 S totalisant 4 UP |

▪ **Dispositions prises pour la mise en sécurité des personnes en situation de handicap selon l'article GN 8 (arrêté du 24 septembre 2009) :**

- Le rez-de-chaussée du bâtiment dispose de sorties de plain-pied avec l'extérieur, les personnes à mobilité réduite pourront, en cas de sinistre évacuer le bâtiment par leurs propres moyens.
- L'établissement dispose d'espaces d'attente sécurisés (EAS) pour personnes à mobilité réduites. Ces espaces sont situés dans les cages d'escalier Ouest et Est à chaque niveau.

Les espaces d'attente sécurisés sont :

- équipés d'un interphone,
 - équipés d'un ouvrant en façade avec une commande d'ouverture accessible depuis l'espace d'attente sécurisé,
 - munis d'éclairage de sécurité et d'ambiance,
 - repérables de l'intérieur et depuis l'extérieur,
 - identifiés sur les plans et consignes de l'établissement.
- Le dispositif d'alarme incendie de type 2b est complété par un signal visuel (flash) dans le local où les personnes handicapées sont susceptibles de se retrouver seules (sanitaires et circulations).

▪ **Ventilation et désenfumage :**

- Les escaliers sont désenfumés naturellement avec un exutoire en partie haute.

▪ **Moyens de secours : moyens d'extinction, service de sécurité, SSI, alarme, consignes, alerte :**

Système de Sécurité Incendie (SSI) :

- L'établissement dispose d'un équipement d'alarme de type 2b.

IV. TEXTES APPLICABLES

Articles R. 143-1 à R. 143-47 du Code de la Construction et de l'Habitation traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie du Haut-Rhin.

Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).

Arrêté du 19 novembre 2001 portant approbation des dispositions particulières du type J (Etablissements ayant vocation principale à recevoir ou à héberger des personnes âgées ou des personnes handicapées enfants ou adultes).

Arrêté du 4 juin 1982 portant approbation des dispositions particulières du **type R** (Etablissements d'enseignement et colonies de vacances).

Arrêté du 12 juin 1995 portant approbation des dispositions particulières du **type S** (Bibliothèques, centre de documentation).

Arrêté du 21 avril 1983 portant approbation des dispositions particulières du **type W** (Administrations, banques, bureaux).

V. DEMANDES DE DEROGATION / AVIS

▪ **Dérogation n°1** : Néant.

▪ **Demande d'avis n°1** : Néant.

VI. CONSTATATIONS

Néant.

VII. DECISION DE LA COMMISSION

▪ Membres avec voix délibérative :

| | |
|-----------|------------------------------------------------------------------------------------|
| Président | Monsieur Pierre-Antoine CHARETTE – Chef du Bureau de Défense et de Sécurité Civile |
| S.I.S. | Lieutenant-Colonel Alain BETTINGER |
| D.I.P.N. | Brigadier-Chef Corinne PASTUSZAK |
| D.D.T. | Madame Claudine OBERLÉ |
| Maire | Avis écrit motivé |

▪ Membres avec voix consultative :

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------|---|
| Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale du Haut-Rhin | / |
|-----------------------------------------------------------------------------|---|

▪ Autres personnes :

| | |
|-------------|-------------------------------|
| Gendarmerie | Adjudant-chef Laurent MARCHAL |
|-------------|-------------------------------|

La commission, après avoir pris connaissance de l'étude qui lui a été présentée, émet un

AVIS FAVORABLE au projet

VIII. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GENERALES

1. Faire procéder pendant les travaux, par un organisme agréé aux contrôles techniques prévus par les articles R 143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation et GE 7 du Règlement de Sécurité.
2. Transmettre à la fin des travaux une demande au Maire de la commune de COLMAR, afin qu'une visite de réception soit organisée (article R 143-38 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Pour être prise en compte, cette demande devra être accompagnée des documents suivants :

- arrêté municipal d'Autorisation des Travaux ou Permis de Construire ;
- attestation du maître d'ouvrage concernant la solidité ;

En outre, le rapport final de l'organisme de contrôle agréé doit être transmis au Secrétariat de la Commission 3 jours ouvrés au moins avant la date de visite de réception souhaitée.

3. Toutes dispositions devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident pendant la durée des travaux (article GN 13).
4. Tenir à jour le registre de sécurité existant (article R 143-44 du code de la construction et de l'habitation)

IX. PRESCRIPTIONS

Conformément à l'article 40 du décret n°95-260 modifié, la Commission demande la réalisation des prescriptions techniques suivantes :

1. **Respecter** toutes les dispositions énumérées dans le dossier reçu au Service d'Incendie et de Secours – Groupement Prévention des Risques Incendie le 25/02/2025.

2. **Repérer** les baies pompiers d'accès aux façades au moyen de rond rouge conformes aux normes en vigueur, et **permettre** aux équipes de secours de déverrouiller de l'intérieur les portes des bureaux « pôle pédagogique n°2 » et « IEN » par simple poussée ou par la manœuvre facile d'un seul dispositif par vantail tel que bec-de-cane, poignée tournante, crémone à poignée ou barre anti panique conforme aux normes françaises (Article CO 3).

A Colmar, le 20/03/2025

Le Président de Séance,



Pierre-Antoine CHARETTE

Nota : le dossier est conservé au Secrétariat de la Commission de Sécurité.

Signature of [Name]
[Name]
[Title]